United Nations

Nations Unies

UNRESTRICTED

**GENERAL
ASSEMBLY**

**ASSEMBLEE
GENERALE**

A/AC.14/34
19 novembre 1947
FRENCH
ORIGINAL : ENGLISH

COMMISSION AD HOC CHARGEE DE LA QUESTION PALESTINIENNE

RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION 1

Rapporteur : Professeur E. RODRIGUEZ FABREGAT (Uruguay)

60p.

1. A sa dix-neuvième séance, tenue le 21 octobre 1947, la Commission ad hoc chargée de la question palestinienne a décidé de constituer deux sous-commissions. Le Président, en vertu des pouvoirs que lui a conférés la Commission ad hoc le 22 octobre 1947, a désigné comme membres de la Sous-Commission 1 les pays suivants : Canada, Etats-Unis d'Amérique, Guatemala, Pologne, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Union Sud-Africaine, Uruguay et Venezuela.

2. Le mandat de la Sous-Commission a été défini dans le document A/AC.14/29 dans les termes suivants : La Sous-Commission devra :

- "1. Etablir un plan détaillé d'organisation du gouvernement futur de la Palestine conformément aux principes qui sont à la base des recommandations adoptées à l'unanimité par la Commission spéciale pour la Palestine et du plan proposé par la majorité de cette Commission;
- "2. Présenter ce plan sous forme de recommandations;
- "3. Etudier la façon dont seront exercées les fonctions administratives en Palestine pendant la période de transition, y compris les possibilités d'application du Chapitre XII de la Charte;
- "4. Etudier les méthodes à suivre pour donner effet aux recommandations faites par la Commission ad hoc chargée de la question palestinienne aux termes du paragraphe 1 ci-dessus.

3. La Sous-Commission a tenu sa première séance le 23 octobre 1947 et a désigné comme Président M. K. Pruszyński, représentant de la Pologne, et comme Rapporteur M. E. Rodriguez Fabregat, représentant de l'Uruguay.

4. Un représentant du Royaume-Uni et un représentant de l'Agence juive pour la Palestine ont été invités à siéger parmi les membres de la Sous-Commission pour leur donner tous renseignements et leur prêter toute aide nécessaires. Ces représentants ont, en fait, assisté à toutes les séances de la Sous-Commission et lui ont donné des conseils et prêté une aide, qui ont été fort utiles à ses travaux.

5. Un représentant du Haut comité arabe a également été invité à siéger parmi les membres de la Sous-Commission quand elle a abordé la question des frontières, pour lui donner les renseignements et lui prêter l'aide nécessaire. Le Haut comité arabe a toutefois déclaré n'avoir aucune raison de modifier l'attitude qu'il avait déjà fait connaître à la Commission ad hoc, c'est-à-dire qu'il était disposé à aider la Sous-Commission et à lui donner des renseignements, mais seulement en ce qui concerne le troisième point de l'ordre du jour, qui prévoyait la cessation du Mandat et l'indépendance de la Palestine en tant qu'Etat indivis.

6. La Sous-Commission a tenu en tout trente-deux séances. Elle a adopté comme base de ses travaux les principes des recommandations unanimes et du plan de la majorité de la Commission spéciale pour la Palestine. Conformément à son mandat, elle a étudié la question de façon très détaillée afin de préparer un plan complet et réalisable d'organisation du futur gouvernement de la Palestine et de pourvoir efficacement à sa mise en application.

7. Pour faciliter sa tâche, la Sous-Commission a créé un certain nombre de groupes de travail composés de plusieurs représentants ou, dans quelques cas, d'un seul membre. La plupart de ces groupes de travail se sont concertés avec d'autres membres de la Sous-Commission, avec des experts du Royaume-Uni et de l'Agence juive pour la Palestine ainsi qu'avec des conseillers techniques de la Commission spéciale pour la Palestine et du Secrétariat.

8. Voici la liste des groupes de travail qui ont été établis, avec leur constitution :

(a) Groupe de travail chargé des Lieux saints, sous la direction de M. Lisicky (Tchécoslovaquie).

(b) Groupe de travail chargé des questions de citoyenneté, sous la direction du Rapporteur, le professeur E.R. Fabregat (Uruguay).

- (c) Groupe de travail chargé des conventions internationales et des obligations financières, sous la direction de M. J.G. Granados (Guatemala)
- (d) Groupe de travail chargé de l'Union économique, sous la direction de M. J.G. Granados (Guatemala).
- (e) Groupe de travail chargé de la question des frontières, sous la direction du Président, M. Preszynski (Pologne), et du Rapporteur, le professeur E.R. Fabregat (Uruguay).
- (f) Groupe de travail chargé de la mise à exécution. Ce groupe se composait de M. L.B. Pearson (Canada), M. J.G. Granados (Guatemala), M. S. Tsarapkin (Union des Républiques socialistes soviétiques) et M. H.V. Johnson (Etats-Unis d'Amérique).
- (g) Groupe de travail chargé de la Ville de Jérusalem, sous la direction de M. K. Lisicky (Tchécoslovaquie).

9. La Sous-Commission a adopté le rapport du groupe de travail chargé des Lieux saints. Ses recommandations sur cette question ne diffèrent que très peu des recommandations faites par la Commission spéciale de l'Organisation des Nations Unies pour la Palestine.

10. Le texte de la recommandation présentée par la Sous-Commission au sujet des questions de citoyenneté, qui fut adopté après la présentation du rapport du Groupe de travail chargé des questions de citoyenneté, est analogue quant au fond, au texte original de la Commission spéciale pour la Palestine, avec cette disposition supplémentaire qu'aucun Arabe résidant sur le territoire qui constituerait l'Etat arabe et aucun Juif résidant sur le territoire qui constituerait l'Etat juif n'auront le droit d'opter pour la citoyenneté de l'autre Etat.

11. La recommandation adoptée au sujet des conventions internationales diffère de la recommandation de la Commission spéciale pour la Palestine en

ce sens qu'elle prévoit le renvoi à la Cour internationale de Justice des différends portant sur le point de savoir si ces conventions sont applicables et continuent d'être valables. La recommandation relative aux obligations financières prévoit la création en Palestine d'une Cour de réclamations chargée de régler les différends qui pourraient surgir entre le Royaume-Uni et l'un des Etats, au sujet de revendications non reconnues par celui-ci.

12. Le rapport du Groupe de travail sur l'Union économique a accepté les recommandations de la Commission spéciale pour la Palestine qui prévoient la création d'une union économique; elle leur a toutefois apporté quelques modifications d'ordre technique, qui avaient pour objet de renforcer les pouvoirs du Conseil économique mixte, tout en garantissant la plus grande autonomie possible aux futurs Etats. Alors que le texte du rapport de la Commission spéciale pour la Palestine prévoyait que les deux nouveaux Etats concluraient un traité portant création de l'Union économique de la Palestine, la recommandation du Sous-Comité dispose que l'Union économique sera réalisée par la voie d'un engagement auquel souscrira chacun des deux Etats. La Sous-Commission a aussi ajouté certaines dispositions destinées à garantir que l'Union économique fonctionnera d'une manière n'ayant aucun caractère discriminatoire.

13. Le Groupe de travail des questions de frontières a accepté en principe les frontières établies par la Commission spéciale pour la Palestine, mais les a examinées très en détail en vue de réduire, autant qu'il était raisonnablement possible, l'importance numérique de la minorité arabe que comprendrait l'Etat juif et de tenir compte des considérations de sécurité, de communications, d'irrigation et des possibilités de développement futur. On a exclu de l'Etat juif les sections arabes de Jaffa et on en a fait une enclave arabe. Les modifications de frontière recommandées par la Sous-Commission ont pour résultat de réduire la

population arabe de l'Etat juif à un chiffre évalué comme étant de 78.000 ou de 81.000 personnes, suivant que le quartier de Karton, habité à la fois par des Arabes et des Juifs, sera compris ou non dans l'enclave de Jaffa. La décision définitive sur cette question ainsi que sur des points de détail se rapportant à d'autres questions de frontière, est laissée à une Commission de délimitation, qui déterminera sur place la ligne frontière exacte. Un certain nombre d'autres rectifications ont été opérées dans les lignes frontières recommandées par la Commission spéciale pour la Palestine conformément aux considérations qui précèdent. Les nouvelles lignes frontières, telles qu'elles résultent des recommandations de la Sous-Commission, sont indiquées sur la carte qui forme l'annexe I des recommandations.

14. Le problème le plus difficile que la Sous-Commission avait à résoudre était celui de l'exécution du plan de partage avec l'Union économique. Le Groupe de travail chargé de la mise à exécution a tenu 13 séances. En tenant compte des déclarations faites par le représentant du Royaume-Uni à la Commission ad hoc sur l'intention qu'avait le Gouvernement de ce pays de prendre des dispositions en vue de retirer prochainement de Palestine ses troupes et son administration, le Groupe de travail s'est mis d'accord le 10 novembre 1947, sur les grandes lignes d'un plan de mise à exécution. Ce plan prévoit la cessation du Mandat et le retrait des forces armées de la Puissance mandataire pour le 1er mai 1948 et la création des Etats indépendants arabe et juif pour le 1er juillet 1948. L'exécution de la résolution de l'Assemblée générale devait être confiée à une commission de trois à cinq membres que désignerait l'Assemblée

générale mais qui agirait sous la direction générale du Conseil de sécurité.

15. A la séance de la Sous-Commission 1, tenue le 13 novembre 1947, le représentant du Royaume-Uni a fait une déclaration dans laquelle il a développé ses déclarations précédentes. En ce qui concerne le retrait de Palestine des forces militaires de la Puissance mandataire, il a dit que, d'après les dispositions envisagées, cette évacuation serait terminée pour le 1er août 1948. Tant que les troupes britanniques resteraient en occupation dans une partie quelconque de la Palestine, elles y assureraient le maintien de l'ordre et le respect de la loi, mais elles n'imposeraient pas un règlement qui rencontrerait l'opposition soit des Arabes, soit des Juifs. Pour ce qui est de l'administration civile, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que son Gouvernement se réservait le droit de renoncer au mandat à tout moment lorsqu'il serait devenu évident que la décision de l'Assemblée n'était pas acceptable à la fois pour les Juifs et pour les Arabes. L'administration civile britannique ne serait pas nécessairement maintenue pendant toute la période qui s'écoulerait avant l'achèvement de l'évacuation militaire.

16. Diverses questions ont été posées au représentant du Royaume-Uni par certains membres de la Sous-Commission, désireux de savoir quelle serait l'attitude de la Puissance mandataire dans des circonstances déterminées, au cas où un plan de partage serait adopté et mis à exécution. Une question ayant été posée sur le point de savoir si la Puissance mandataire accepterait les recommandations de l'Assemblée générale relatives à la Palestine, le représentant du Royaume-Uni a dit

que, si l'Assemblée générale, à la majorité des deux tiers, approuvait une résolution quelconque, son Gouvernement ne prendrait aucune mesure en sens contraire. Tout en faisant cette réserve générale que la Puissance mandataire devrait conserver assez d'autorité dans les régions encore soumises à l'occupation militaire pour assurer la sécurité des troupes britanniques et leur retrait ordonné, le représentant du Royaume-Uni, à la suite de questions particulières, a indiqué que la Puissance mandataire n'entraverait pas, dans l'accomplissement de sa mission, la Commission désignée pour réaliser le partage et que, sous cette réserve, elle n'entraverait non plus ni la création de conseils provisoires du gouvernement pour les Etats juif et arabe, ni le recrutement et l'organisation des milices de ces Etats, ni les travaux de la Commission chargée de délimiter les frontières, ni la mise en oeuvre des recommandations relatives à l'immigration et à la réglementation foncière pour le territoire du futur Etat juif. Comme la Puissance mandataire pourrait ne pas continuer d'assurer l'administration civile de la Palestine durant toute la période intermédiaire, il était possible qu'elle ne fût pas en mesure de transmettre effectivement toutes les fonctions administratives à la Commission, aux conseils provisoires de gouvernement et au Conseil économique mixte, mais il ne serait, de sa part, fait obstacle en aucune manière à ce que ces organismes assurent leurs fonctions sur le territoire évacué par elle, au fur et à mesure de l'évacuation.

Sans pouvoir répondre catégoriquement par l'affirmative, il a donné à la Sous-Commission toutes raisons de croire que la Puissance mandataire inviterait l'administration de la Palestine à faciliter la tâche de la Commission en lui fournissant tous les éléments d'information dont elle pourrait avoir besoin. En ce qui concerne la reprise de l'administration civile par la Commission, les conseils provisoires de gouvernement et le Conseil économique mixte, dans les régions d'où les éléments d'administration civile ont été retirés, mais qui sont encore occupées par les troupes britanniques, il n'a pas été en mesure de dire quelle pouvait être la situation, car il n'avait reçu aucune instruction à ce sujet, mais il a déclaré qu'il en référerait à son Gouvernement. Il ne savait pas à quelle date commencerait l'évacuation, quelles en seraient les étapes, ni ce qu'on entendait par zone d'occupation; il ne pouvait donc pas dire s'il y aurait, à l'arrivée de la Commission en Palestine, des zones non occupées où elle serait en mesure d'opérer, mais il allait s'efforcer d'obtenir de son Gouvernement des éclaircissements supplémentaires.

17. A la lumière de cette nouvelle déclaration du représentant du Royaume-Uni, le Groupe de travail, à l'unanimité, a adopté un plan de mise en oeuvre comprenant des dispositions relatives à la cessation du Mandat et au retrait des forces armées de la Puissance mandataire, à une date qui sera fixée d'un commun accord par la Commission et la Puissance mandataire, avec l'approbation du Conseil de sécurité et en tout cas, le 1er août 1948 au plus tard. Les Etats arabe et juif commenceront d'exister comme Etats indépendants, et le régime international spécial prévu pour la Ville de Jérusalem entrera en vigueur deux mois après l'évacuation des forces armées de la Puissance mandataire et en tout cas le 1er octobre 1948 au plus tard. Pendant la période de transition, la Commission de l'Organisation des Nations Unies, composée de cinq Membres nommés par l'Assemblée générale sera chargée de l'administration de la Palestine sous la direction générale du Conseil de sécurité, et prendra les mesures nécessaires à la mise en oeuvre des recommandations de l'Assemblée générale. Jusqu'à la cessation du Mandat, la Puissance mandataire aura à maintenir l'ordre et à administrer les principaux services publics dans la mesure où ceux-ci n'auront pas été placés entièrement ou partiellement sous l'autorité de la Commission, des conseils provisoires de gouvernement ou du Conseil économique mixte. La Commission et la Puissance mandataire devront coopérer entre elles dans l'exercice de leurs fonctions respectives. Le transfert s'effectuera progressivement, de la Puissance mandataire aux conseils provisoires de gouvernement et au Conseil économique mixte, de la responsabilité de toutes les fonctions gouvernementales, notamment en ce qui concerne le maintien de la légalité et de l'ordre dans les zones que la Puissance mandataire aura évacuées. Pendant la période de transition les conseils provisoires de gouvernement, agissant sous la direction de la Commission, auront pleine autorité dans les régions soumises à leur contrôle notamment pleine autorité en matière d'immigration et de réglementation foncière. A l'expiration du Mandat, l'administration tout entière sera confiée aux conseils provisoires de gouvernement et au Conseil économique

mixte, agissant sous la direction de la Commission. Dans chaque Etat le conseil provisoire de gouvernement devra recruter, parmi les résidents de cet Etat, une milice armée chargée de maintenir l'ordre intérieur. Si au 1er avril 1948, il n'a pu être formé, dans l'un ou l'autre des deux Etats, un conseil provisoire de gouvernement, ou si ce conseil n'a pu exercer ses fonctions, le Conseil de sécurité prendra en ce qui concerne cet Etat toute mesure qu'il jugera nécessaire.

18. La Sous-Commission a approuvé, avec quelques modifications de détail, le "Plan de mise à exécution" adopté par le Groupe de travail.

19. La Sous-Commission a donné son approbation au rapport du Groupe de travail relatif à la Ville de Jérusalem, prévoyant un régime international spécial, en relation avec le Conseil de tutelle, de préférence au Régime international de tutelle qui était recommandé par la Commission spéciale pour la Palestine. Elle n'a pas accepté les propositions tendant au partage de Jérusalem en trois zones : la ville ancienne, qui serait gouvernée sous un régime international, une enclave juive, et les quartiers arabes qui feraient partie de l'Etat arabe. Elle a retenu - moyennant une extension de très faible importance - les limites de la Ville de Jérusalem telles qu'elles étaient recommandées par la Commission spéciale pour la Palestine. Ces limites figurent sur la carte jointe en annexe II aux recommandations de la Sous-Commission. La Sous-Commission a pris des dispositions spéciales pour permettre la création de secteurs municipaux spéciaux, consistant, respectivement, dans les quartiers arabes et juifs de la ville nouvelle de Jérusalem, qui continueront à faire partie de la municipalité de Jérusalem. Elle a élaboré un certain nombre de dispositions définissant d'une façon plus précise la nature du régime international.

20. La Sous-Commission a aussi adopté un certain nombre d'autres amendements à différentes parties du texte des recommandations de la Commission spéciale pour la Palestine, qui n'avaient pas été renvoyées à un Groupe de travail. Ces amendements ont été adoptés en vue de développer le détail du plan de partage et d'union économique ou de lui donner plus de clarté

et de précision. Il a été nettement indiqué que chaque Etat pouvait sans qu'il fut tenu compte de l'autre devenir indépendant et faire partie des Nations Unies s'il remplissait les conditions nécessaires. On a également adopté une disposition en conformité avec la recommandation n° X formulée à l'unanimité par la Commission spéciale pour la Palestine, qui invite les Etats à renoncer aux capitulations en ce qui concerne les futurs Etats juif et arabe et la Ville de Jérusalem.

21. La Sous-Commission a examiné un certain nombre des propositions ayant trait à l'immigration, notamment les recommandations formulées par la majorité de la Commission spéciale pour la Palestine, la version révisée de ce texte proposée par le Groupe de travail chargé de la question de la mise à exécution, le projet de résolution présenté par le représentant de l'Uruguay ainsi que d'autres suggestions formulées en Sous-Commission en raison de la situation créée par le fait que l'on a fixé une période de transition plus courte que celle qui avait été envisagée dans le rapport de la Commission spéciale, la Sous-Commission estime que le texte révisé du Groupe de travail chargé de la question de la mise à exécution, incorporé dans la section A, paragraphe 2 et dans la section B, paragraphe 5, de la première partie du plan adopté par la Sous-Commission est acceptable et, au surplus, répondrait aux urgentes nécessités du problème que la Commission spéciale avait reconnues et dont la Sous-Commission s'est parfaitement rendue compte.

22. On a incorporé dans le texte de la résolution adoptée par la Sous-Commission sous forme de recommandations spéciales adressées au futur gouvernement de Palestine, le plan détaillé et les modalités de mise à exécution du plan. Toutes les recommandations contenues dans cette résolution ont été adoptées à l'unanimité, à l'exception de l'alinéa ayant trait à la composition des forces de police spéciales de la Ville de Jérusalem, dont le texte a été adopté par 6 voix contre 1 et 2 abstentions.

23. En conséquence, la Sous-Commission I recommande à la Commission ad-hoc chargée de la question palestinienne d'adopter le projet de résolution suivant, comportant un plan de partage avec union économique.

PROJET DE RESOLUTION

L'ASSEMBLEE GENERALE

Après s'être réunie en session spéciale, à la requête de la Puissance mandataire, en vue de procéder à la constitution et à définir le mandat d'une commission spéciale chargée de préparer l'examen par l'Assemblée en sa seconde session régulière, de la question du futur gouvernement de la Palestine;

Ayant constitué une Commission spéciale, et lui ayant donné mandat d'enquêter sur toutes les questions relatives au problème de la Palestine, et de préparer des propositions en vue de la solution de ce problème;

Ayant reçu et examiné le rapport de la Commission spéciale, où figurent un certain nombre de recommandations présentées par la Commission à l'unanimité, et un plan de partage avec union économique approuvé par la majorité de la Commission

CONSIDERE

Que la situation actuelle de la Palestine est susceptible de nuire au bien général et aux relations amicales entre les nations;

PREND ACTE

de la déclaration de la Puissance mandataire, par laquelle celle-ci fait connaître qu'elle se propose d'achever l'évacuation de la Palestine pour le premier août 1948,

RECOMMANDE

au Royaume-Uni en tant que Puissance mandataire pour la Palestine, ainsi qu'à tous les autres Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, l'adoption et la mise à exécution, en ce qui concerne le futur gouvernement de la Palestine, du plan de partage avec union économique exposé ci-dessous;

DEMANDE

- a) Que le Conseil de sécurité prenne les mesures nécessaires prévues dans le plan pour sa mise à exécution,
- b) Que le Conseil de tutelle soit informé des attributions qui lui seraient conférées aux termes de ce plan,

INVITE les habitants de la Palestine à prendre toutes les mesures qui pourraient être nécessaires de leur part en vue d'assurer l'application de ce plan;

FAIT APPEL à tous les gouvernements et tous les peuples pour qu'ils s'abstiennent de toute action qui risquerait d'entraver ou de retarder l'exécution de ces recommandations.

ELLE AUTORISE

Le Secrétaire général à rembourser les frais de voyage et de subsistance des membres de la Commission dont il est fait mention ci-dessous (première partie, section B, paragraphe 1) sur telle base et sous telle forme qu'il estimera les plus appropriées aux circonstances, et à fournir à la Commission le personnel nécessaire pour l'aider à remplir les fonctions qui lui sont assignées par l'Assemblée générale.

PLAN DE PARTAGE AVEC UNION ECONOMIQUE

PREMIERE PARTIE : CONSTITUTION ET GOUVERNEMENT FUTURS DE LA PALESTINE.

A. Fin du Mandat, partage et indépendance

1. Le Mandat pour la Palestine prendra fin à une date qui sera fixée d'un commun accord par la Commission de cinq membres mentionnée au paragraphe B-1 ci-dessous et par la Puissance mandataire, avec l'approbation du Conseil de sécurité, et en tout cas le 1er août 1948 au plus tard.

2. Les forces armées de la Puissance mandataire évacueront progressivement la Palestine; cette évacuation devra être achevée à une date qui sera fixée d'un commun accord par la Commission et la Puissance mandataire, avec l'approbation du Conseil de sécurité, et en tout cas le 1er août 1948 au plus tard.

La Puissance mandataire informera la Commission aussi longtemps à l'avance que possible, de son intention d'évacuer chaque zone.

La Puissance mandataire fera tout ce qui est en son pouvoir pour assurer, à une date aussi rapprochée que possible, et en tout cas le 1er février 1948 au plus tard, l'évacuation d'une zone située sur le territoire de l'Etat juif et possédant un port maritime et un arrière pays suffisants pour donner les facilités nécessaires en vue d'une immigration importante.

3. Les Etats indépendants arabe et juif ainsi que le régime international particulier prévu pour la Ville de Jérusalem dans la III^{ème} partie de ce plan, commenceront d'exister en Palestine deux mois après que l'évacuation des forces armées de la Puissance mandataire aura été achevée et, en tout cas, le 1er octobre 1948 au plus tard. Les frontières de l'Etat arabe, de l'Etat juif et de la Ville de Jérusalem seront les frontières indiquées aux parties II et III ci-dessous.

4. La période qui s'écoulera entre l'adoption par l'Assemblée générale de recommandations sur la question palestinienne et l'établissement de l'indépendance des Etats juif et arabe sera une période de transition.

B. Mesures préparatoires à l'établissement de l'indépendance

1. L'Assemblée générale nommera une Commission composée de cinq membres représentant le Guatemala, l'Islande, la Norvège, la Pologne et l'Uruguay.

2. Pendant la période de transition, l'administration de la Palestine sera confiée à la Commission, qui agira conformément aux recommandations de l'Assemblée générale selon les indications du Conseil de sécurité,

Dans l'accomplissement de cette tâche d'administration, la Commission aura qualité pour publier tous règlements nécessaires et prendre toutes autres mesures qu'elle jugera utiles.

La Puissance mandataire ne publiera aucun règlement de nature à gêner, empêcher ou retarder l'exécution par la Commission des mesures recommandées par l'Assemblée générale.

3. Dès son arrivée en Palestine, la Commission prendra des dispositions en vue de fixer les frontières des Etats juif et arabe et de la Ville de Jérusalem, conformément aux recommandations de l'Assemblée générale relatives au partage de la Palestine.

4. Après consultation avec les partis démocratiques et les autres organisations publiques des Etats arabe et juif, la Commission désignera et établira, aussi rapidement que possible, dans chaque Etat, un conseil provisoire de gouvernement. Les conseils provisoires de gouvernement des Etats arabe et juif agiront sous la direction générale de la Commission.

Si, au 1er avril 1948, il n'a pu être désigné de conseil provisoire de gouvernement pour l'un ou l'autre Etat, ou si ce conseil, une fois institué, ne peut s'acquitter de ses fonctions, la Commission en informera le Conseil de sécurité pour qu'il prenne à l'égard de cet Etat les mesures qu'il jugera appropriées; elle en informera aussi le Secrétaire général qui avisera les Membres de l'Organisation des Nations Unies.

5. Pendant la période de transition, et sous réserve des dispositions des recommandations susdites, les conseils provisoires de gouvernement, agissant sous la direction générale de la Commission, auront pleine autorité dans les zones qui dépendent d'elles, notamment en matière d'immigration et de réglementation foncière.

6. Le conseil provisoire de gouvernement de chaque Etat, agissant sous la direction générale de la Commission, sera entièrement responsable de l'administration de cet Etat pendant la période qui s'écoulera entre la cessation du mandat et l'établissement de l'indépendance dudit Etat.

7. Une fois constitués, les conseils provisoires de gouvernement des Etats arabe et juif procéderont, sous la surveillance de la Commission, à la création des organes administratifs du gouvernement central et des autorités locales.

8. Le Conseil provisoire de gouvernement de chaque Etat recrutera dans le plus bref délai possible, parmi les résidents de cet Etat, une milice armée assez nombreuse pour maintenir l'ordre dans le pays et pour prévenir les incidents de frontière.

Dans chaque Etat cette milice armée opérera sous les ordres d'officiers juifs ou arabes résidant en cet Etat mais la direction générale, politique et militaire, notamment la désignation du Haut Commandement, en sera exercée par la Commission.

9. Deux mois au plus tard après le retrait des forces armées de la Puissance mandataire, le Conseil provisoire de gouvernement de chaque Etat organisera des élections à l'Assemblée constituante qui devront être conformes aux principes démocratiques.

Dans chaque Etat, les règlements concernant les élections seront établis par le Conseil provisoire du gouvernement et approuvés par la Commission. Pourront participer à ces élections, dans chaque Etat, toutes personnes de plus de 18 ans qui seront (a) citoyens palestiniens résidant dans cet Etat ou (b) Arabes ou Juifs résidant dans l'Etat et qui, sans être citoyens palestiniens, auront, avant le vote, signé une déclaration affirmant expressément leur intention de devenir citoyens dudit Etat.

Les Arabes et les Juifs résidant dans la Ville de Jérusalem qui auront déclaré sous cette forme leur intention de devenir citoyens, d'une part, les Arabes de l'Etat arabe et les Juifs de l'Etat juif d'autre part, auront le droit de vote dans l'Etat arabe ou dans l'Etat juif, respectivement.

Les femmes auront le droit de vote et seront éligibles aux Assemblées constituantes.

Pendant la période de transition, aucun Juif ne pourra établir sa résidence sur le territoire de l'Etat arabe envisagé, et aucun Arabe

ne pourra établir sa résidence sur le territoire de l'Etat juif envisagé, sauf autorisation spéciale de la Commission.

10. L'Assemblée constituante de chaque Etat élaborera une constitution démocratique pour cet Etat et choisira un gouvernement provisoire qui succédera au Conseil provisoire de gouvernement désigné par la Commission. Les constitutions des Etats devront comprendre les clauses énoncées aux chapitres 1 et 2 de la Déclaration prévue à la section C ci-dessous et, entre autres, des dispositions :

- a. Créant dans chaque Etat un corps législatif élu au suffrage universel et au scrutin secret sur la base de la représentation proportionnelle, ainsi qu'un organe exécutif responsable devant le corps législatif;
- b. Permettant de régler, par des moyens pacifiques, tous différends internationaux dans lesquels l'Etat pourrait être impliqué, de telle manière que la paix et la sécurité internationales et la justice ne soient pas mises en danger;
- c. Portant acceptation, par l'Etat, de l'obligation de s'abstenir, dans ses relations internationales, de tout recours à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies;
- d. Garantissant à toutes personnes, sans discrimination, des droits égaux en matière civile, politique, économique et religieuse et la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la liberté de culte, de langue, de parole et de publication, d'instruction, de réunion et d'association;
- e. Garantissant la liberté de transit et de visite en Palestine et dans la Ville de Jérusalem à tous les résidents et citoyens de l'autre Etat, sous réserve de considérations de sécurité

nationale et à condition que chaque Etat exerce le contrôle de la résidence à l'intérieur de ses frontières.

11. La Commission désignera une Commission économique préparatoire de trois membres chargée de conclure tous arrangements possibles pour réaliser la coopération économique, en vue d'établir aussitôt que possible l'Union économique et le Conseil économique mixte prévus à la section D ci-dessous.

12. Pendant la période qui s'écoulera entre l'adoption par l'Assemblée générale des recommandations relatives à la question palestinienne et la cessation du Mandat, la Puissance mandataire de Palestine maintiendra l'ordre et dirigera les principaux services publics, dans la mesure où ces services n'auront pas été placés, en tout ou en partie, sous la direction de la Commission, des conseils provisoires de gouvernement et du Conseil économique mixte, respectivement. La Commission aidera la Puissance mandataire à s'acquitter de ces fonctions. De même, la Puissance mandataire collaborera avec la Commission dans l'exécution de ses fonctions.

13. En vue d'assurer la continuité dans le fonctionnement des services administratifs et pour que, à la cessation du Mandat, toute l'administration soit entre les mains des conseils provisoires et du Conseil économique mixte, respectivement, agissant sous la direction de la Commission, la

Puissance mandataire transférera progressivement aux Conseils provisoires et au Conseil économique mixte toutes les fonctions gouvernementales, y compris le maintien de l'ordre public dans les régions d'où la Puissance mandataire aura retiré ses forces armées.

14. La Commission s'inspirera, dans son activité, des recommandations de l'Assemblée générale et des instructions que le Conseil de sécurité jugera nécessaire de lui donner.

Les mesures prises par la Commission dans le cadre des recommandations de l'Assemblée générale, prendront immédiatement effet, à moins que le Conseil de sécurité n'ait donné au préalable à la Commission des instructions contraires.

La Commission présentera tous les mois, ou à intervalles plus rapprochés le cas échéant un rapport au Conseil de sécurité sur la situation.

15. La Commission présentera son rapport final, simultanément, à la prochaine session ordinaire de l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité.

C. Déclaration

1. Avant la reconnaissance de l'indépendance, le Gouvernement provisoire de chacun des Etats envisagés adressera aux Nations Unies une déclaration qui devra contenir, entre autres, les clauses suivantes :

Disposition générale

Les stipulations contenues dans la déclaration sont reconnues comme lois fondamentales de l'Etat. Aucune loi, aucun règlement et aucune mesure officielle ne pourront être en contradiction, en opposition avec ces stipulations ou leur faire obstacle et aucune loi, aucun règlement et aucune mesure officielle ne pourront prévaloir contre elles.

CHAPITRE I

Lieux saints, édifices et sites religieux.

1. Il ne sera porté aucune atteinte aux droits existants concernant les Lieux-saints, édifices ou sites religieux.

2. Le libre accès des Lieux saints, édifices ou sites religieux et le libre exercice du culte seront garantis conformément aux droits existants, compte tenu du maintien de l'ordre et de la bienséance publics.

3. Les Lieux saints et les édifices ou sites religieux seront préservés. Toute action de nature à compromettre, de quelque façon que ce soit, leur caractère sacré sera interdite. Si, à quelque moment, le Gouvernement estime qu'il y a des réparations urgentes à faire à un Lieu saint, à un édifice ou à un site religieux quelconque, il pourra inviter la ou les communautés intéressées à procéder aux réparations. Il pourra procéder lui-même à ces réparations aux frais de la ou des communautés intéressées, s'il n'est donné aucune suite à sa demande dans un délai raisonnable.

4. Aucun impôt ne sera perçu sur les Lieux saints, édifices ou

sites religieux qui étaient exemptés d'impôts lors de la création de l'Etat.

5. a) Le gouverneur de la Ville de Jérusalem aura le droit de décider si les dispositions de la Constitution de l'Etat concernant les Lieux saints, les édifices et sites religieux se trouvant sur le territoire de l'Etat, et les droits religieux s'y rapportant, sont bien et dûment appliqués et observés. Il aura également le droit de prendre, en se fondant sur les droits actuels, toutes décisions relatives aux différends qui pourraient surgir entre les diverses communautés religieuses ou les sectes d'une même communauté au sujet des Lieux, édifices et sites susdits. Il devra recevoir une pleine coopération et jouira des privilèges et immunités nécessaires à l'exercice de ses fonctions dans l'Etat.

CHAPITRE 2

Droits religieux et droits des minorités

1. La liberté de conscience et le libre exercice de toutes les formes de culte compatibles avec l'ordre public et les bonnes moeurs seront garantis à tous.
2. Il ne sera fait aucune discrimination quelle qu'elle soit entre les habitants, du fait des différences de race, de religion, de langue ou de sexe.
3. Toutes les personnes relevant de la juridiction de l'Etat auront également droit à la protection de la loi.
4. Le droit familial traditionnel et le statut personnel des diverses minorités, ainsi que leurs intérêts religieux, y compris les

fondations, seront respectés.

5. Sous réserve des nécessités du maintien de l'ordre public et de la bonne administration, il ne sera prise aucune mesure pouvant empêcher ou gêner les institutions religieuses ou charitables de toutes confessions ou pouvant constituer une mesure discriminatoire l'encontre des représentants ou de membres de ces institutions du fait de leur religion ou de leur nationalité.

6. L'Etat assurera à la minorité arabe ou juive l'enseignement primaire et secondaire, dans sa langue, et conformément à ses traditions culturelles.

Il ne sera porté aucune atteinte aux droits des communautés de conserver leurs propres écoles en vue de l'instruction et de l'éducation de leurs membres dans leur propre langue, à condition que ces communautés se conforment aux prescriptions générales sur l'instruction publique que pourra édicter l'Etat.

7. Aucune restriction ne sera apportée à l'emploi, par tout citoyen de l'Etat, de n'importe quelle langue, dans ses relations personnelles, dans le commerce, la religion, la presse, les publications de toutes sortes ou les réunions publiques. (1)

8. Aucune expropriation d'un terrain possédé par un Arabe dans l'Etat juif (par un Juif dans l'Etat arabe) (2) ne sera autorisée,

(1) La clause suivante sera ajoutée à la Déclaration relative à l'Etat juif : "Dans l'Etat juif, des facilités suffisantes seront données aux citoyens de langue arabe pour l'emploi de leur langue, soit oralement, soit par écrit, au corps législatif, devant les tribunaux et dans l'administration".

(2) Dans la Déclaration relative à l'Etat arabe, les mots "par un Arabe dans l'Etat juif" seraient remplacés par les mots "par un Juif dans l'Etat arabe".

sauf pour cause d'utilité publique, à moins que le terrain, utilisable pour l'agriculture, ne soit resté inculte et inutilisé pendant au moins une année après que l'intéressé aura reçu notification écrite d'avoir à le mettre en valeur; l'expropriation ne pourra alors avoir lieu que sur un ordre de la Cour suprême de l'Etat intéressé constatant l'absence de raisons suffisantes pour la non-utilisation du terrain et approuvant l'expropriation. Dans tous les cas d'expropriation, le propriétaire sera entièrement et préalablement indemnisé, au taux fixé par la Cour suprême.

CHAPITRE 3

Citoyenneté, conventions internationales et obligations financières.

1. Citoyenneté - Les citoyens palestiniens résidant en Palestine, à l'extérieur de la Ville de Jérusalem, et les Arabes et les Juifs qui, sans avoir la nationalité palestinienne, résident en Palestine à l'extérieur de la Ville de Jérusalem, deviendront citoyens de l'Etat dans lequel ils résident et jouiront de tous les droits civils et politiques, à partir du moment où l'indépendance aura été reconnue. Toute personne de plus de dix-huit ans pourra, dans le délai d'un an, opter pour la nationalité de l'autre Etat, étant entendu qu'aucun Arabe résidant sur le territoire de l'Etat arabe envisagé n'aura le droit d'opter pour la nationalité de l'Etat juif envisagé, et qu'aucun Juif résidant dans l'Etat juif envisagé, n'aura le droit d'opter pour la nationalité de l'Etat arabe envisagé. Toute personne qui exercera ce droit d'option sera censée opter en même temps pour sa femme et ses enfants de moins de dix-huit ans.

2. Conventions internationales - a) L'Etat sera lié par tous les accords et conventions internationaux, d'ordre général ou particulier, auxquels la Palestine est partie. Ces accords et conventions seront respectés par l'Etat pendant toute la période pour laquelle ils ont été conclus, sous réserve du droit de dénonciation que ces accords peuvent prévoir. b) Tout différend portant sur l'applicabilité ou la validité continue de conventions ou traités internationaux dont la Puissance mandataire est signataire ; ou auxquels elle a adhéré pour la Palestine, sera porté devant la Cour internationale de Justice, conformément aux dispositions du Statut de la Cour.

3. Obligations financières. a) L'Etat respectera et exécutera toutes les obligations financières, de quelque ordre qu'elles soient, assumées au nom de la Palestine par la Puissance mandataire au cours de l'exercice du mandat et reconnues par l'Etat. Cette disposition comprend le droit des fonctionnaires à des pensions, indemnités ou primes. b) L'Etat remplira celles

de ces obligations qui sont applicables à l'ensemble de la Palestine, en participant au Conseil économique mixte ; il remplira individuellement celles qui, applicables aux Etats, peuvent être équitablement réparties entre eux. c) Il conviendra de créer une Cour des revendications, rattachée au Conseil économique mixte et comprenant un membre nommé par les Nations Unies, un représentant du Royaume-Uni et un représentant de l'Etat intéressé. Tout différend entre le Royaume-Uni et l'Etat concernant des revendications non reconnues par ce dernier, sera soumis à cette Cour. d) Les concessions commerciales accordées pour une partie quelconque de la Palestine, avant l'adoption de la résolution par l'Assemblée générale, seront maintenues conformément aux termes des contrats, à moins que ces derniers ne soient modifiés par voie d'accord entre le détenteur de la concession et l'Etat.

CHAPITRE 4

Dispositions diverses

1. Les dispositions des Chapitres 1 et 2 de la déclaration seront garanties par les Nations Unies et aucune modification ne pourra y être apportée sans l'assentiment de l'Assemblée générale des Nations Unies. Tout Membre des Nations Unies aura le droit d'attirer l'attention de l'Assemblée générale sur les violations ou les risques de violation de l'une quelconque de ces clauses et l'Assemblée générale pourra présenter telles recommandations qu'elle estimera appropriées aux circonstances.

2. Tout différend portant sur l'application ou l'interprétation de la présente déclaration sera, à la requête de l'une ou l'autre partie, soumis à la Cour internationale de Justice, à moins que les deux parties ne conviennent d'un autre mode de règlement.

D. Union économique et transit

1. Le Conseil provisoire du gouvernement de chaque Etat signera un engagement relatif à l'union économique et au transit. La commission prévue au paragraphe 1 de la section B rédigera le texte de cet engagement en

faisant appel dans la plus large mesure possible au concours et aux conseils des institutions et organismes représentatifs de chacun des Etats dont on envisage la création. Cet engagement comprendra des dispositions créant l'union économique palestinienne, et règlera également d'autres questions d'intérêt commun. Si, le 1er avril 1948, les deux conseils provisoires de gouvernement n'ont pas signé l'engagement, c'est la Commission qui promulguera cet engagement.

D. Union économique et transit

L'Union économique palestinienne

2. L'Union économique palestinienne aura pour buts :

- a) La création d'une union douanière;
- b) L'établissement d'un système monétaire commun prévoyant un taux de change unique
(La délégation des Etats-Unis a réservé sa position au sujet de ce paragraphe)
- c) L'administration, dans l'intérêt commun et sur une base non discriminatoire, des chemins de fer, des voies de communication communes aux deux Etats, des services postaux, téléphoniques et télégraphiques, et des ports et aéroports qui participent aux échanges et au commerce internationaux;
- d) Le développement économique commun, particulièrement en ce qui concerne l'irrigation, la mise en valeur des terres et la conservation des sols ;
- e) La possibilité, pour les deux Etats et pour la Ville de Jérusalem d'utiliser, sur une base non discriminatoire, les eaux et les sources d'énergie.

3. Il sera créé un conseil économique mixte, composé de trois représentants pour chacun des deux Etats et de trois membres étrangers désignés par le Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies. Les membres étrangers seront nommés pour une période initiale de trois ans; ils exerceront leurs fonctions à titre individuel et non pas en tant que représentants d'Etats.

4. Le Conseil économique mixte aura pour fonctions de mettre en oeuvre, directement ou par délégation, les mesures nécessaires pour

atteindre les objectifs de l'Union économique. Il sera investi de tous les pouvoirs d'organisation et d'administration nécessaires à l'accomplissement de sa tâche.

5. Les Etats s'engageront à appliquer les décisions du Conseil économique mixte. Les décisions du Conseil seront prises à la majorité.

6. Dans le cas où un Etat négligera de prendre les mesures nécessaires, le Conseil pourra, par un vote affirmatif de six de ses membres, décider de retenir une partie déterminée de la part qui revient à l'Etat en question sur les recettes des douanes en vertu de l'Union économique. Si l'Etat persiste à ne pas collaborer, le Conseil pourra décider, à la majorité simple, de prendre telles sanctions ultérieures qu'il jugera appropriées, y compris notamment l'utilisation des fonds qu'il aura retenus.

7. En ce qui concerne le développement économique, le Conseil aura pour fonctions de préparer, étudier et favoriser des programmes communs aux deux Etats, mais il ne pourra pas exécuter ces programmes sans l'assentiment des deux Etats et de la Ville de Jérusalem dans les cas où la Ville de Jérusalem sera directement intéressée aux programmes de développement.

8. En ce qui concerne le système monétaire commun, les monnaies circulant dans les deux Etats et dans la Ville de Jérusalem seront émises sous le contrôle du Conseil économique mixte qui sera la seule autorité émettrice et qui fixera les réserves à conserver pour la garantie de ces monnaies.

(La délégation des Etats-Unis a réservé sa position sur ce paragraphe).

9. Dans la mesure où le permettra le paragraphe 2, b) ci-dessus, chaque Etat pourra posséder sa propre banque centrale, assurer lui-même le contrôle de sa politique fiscale et du crédit, de ses recettes et dépenses en devises étrangères, de l'octroi des licences d'importation,

et procéder à des opérations financières internationales sur la base de son crédit personnel.

(La délégation des Etats-Unis a réservé sa position sur ce paragraphe).

10. Chaque Etat jouira de tous les pouvoirs économiques qui ne sont pas expressément confiés au Conseil économique mixte.

11. Il sera établi un tarif douanier commun prévoyant une liberté de commerce complète entre les Etats et la Ville de Jérusalem.

12. Les tarifs seront établis par une commission tarifaire, composée de représentants de chacun des Etats en nombre égal, et seront soumis au Conseil économique mixte pour approbation à la majorité des voix. En cas de désaccord au sein de la commission tarifaire, le Conseil économique mixte tranchera les questions en litige. Au cas où la commission tarifaire ne parviendrait pas à établir un tarif dans le délai fixé, le Conseil économique mixte l'établira lui-même.

13. Les recettes des douanes et autres recettes ordinaires du Conseil économique mixte seront affectées en priorité aux catégories suivantes :

a) les dépenses des services douaniers et l'entretien des autres services communs;

b) les frais d'administration du Conseil économique mixte;

c) les charges financières de l'administration de la Palestine, à

savoir : i) le service de la dette publique, ii) les sommes dues au titre des retraites et pensions payées actuellement ou payables à l'avenir, conformément au règlement, et dans la mesure prévue par le paragraphe 3 du chapitre 3 ci-dessus.

14. Lorsque ces dépenses auront été entièrement couvertes, l'excédent des recettes provenant du service des douanes et d'autres services communs

sera réparti de la façon suivante : une somme qui ne sera ni inférieure à 5% ni supérieure à 10% sera attribuée à la Ville de Jérusalem; le

Conseil économique mixte attribuera le reste, par moitié, aux Etats juif et arabe; toutefois, aucun des deux Etats ne pourra se faire attribuer une somme dépassant de plus de quatre millions de livres environ le montant de sa contribution aux recettes de l'Union économique. Le Conseil pourra réviser les sommes accordées en comparant le niveau des prix au niveau existant au moment de la création de l'Union. A l'expiration d'un délai de cinq ans, le Conseil économique mixte procédera à une révision des principes de répartition des recettes communes en s'inspirant de considérations d'équité.

(La délégation des Etats-Unis a réservé sa position sur ce paragraphe).

15. Tous les accords et traités internationaux relatifs aux tarifs douaniers, ainsi qu'aux services des communications placés sous l'autorité du Conseil économique mixte seront signés par les deux Etats. Dans ces domaines, les deux Etats seront tenus d'agir conformément à la décision de la majorité du Conseil économique mixte.

(La délégation des Etats-Unis a réservé sa position sur ce paragraphe).

16. Le Conseil économique mixte s'efforcera d'obtenir pour les exportations de la Palestine un accès juste et égal aux marchés mondiaux.

17. Toutes les entreprises gérées par le Conseil économique mixte devront payer des salaires équitables sur une base uniforme.

Liberté de transit et de visite

18. L'engagement devra contenir des dispositions garantissant la liberté de transit et de visite à tous les résidents ou citoyens des deux Etats et de la Ville de Jérusalem, sous réserve des nécessités de sécurité; étant entendu que chaque Etat et la ville assureront le contrôle des personnes résidant à l'intérieur de leurs territoires respectifs.

Dénonciation et interprétation de l'engagement

L'engagement ainsi que tout traité s'y rattachant resteront en vigueur pendant une période de dix ans. Passé ce délai, ils resteront en vigueur jusqu'à ce que l'une des parties le dénonce, ladite dénonciation prenant effet après une période de deux ans.

20. Au cours de la période initiale de dix ans, l'engagement et tout traité s'y rattachant, ne pourront être modifiés que du consentement des deux parties et avec l'approbation de l'Assemblée générale.

21. Tout différend au sujet de l'application ou de l'interprétation de l'engagement et de tout traité s'y rattachant, sera renvoyé, à la demande de l'une ou l'autre partie, devant la Cour internationale de Justice, à moins que les deux parties ne conviennent d'un autre mode de règlement.

E. Biens mobiliers et immobiliers

1. Les biens mobiliers de l'administration de la Palestine seront attribués aux États arabe et juif et à la Ville de Jérusalem sur une base équitable de répartition. La répartition devra être effectuée par la Commission des Nations Unies mentionnée à la section B, paragraphe 2 ci-dessus. Les biens immobiliers deviendront la propriété du gouvernement du territoire sur lequel ils sont situés.

2. Au cours de la période qui s'écoulera entre la date de nomination de la Commission des Nations Unies et l'expiration du mandat, la puissance mandataire devra, pour toutes les opérations importantes, se mettre d'accord avec la Commission sur toutes les mesures qu'elle désirerait envisager, notamment en ce qui concerne la liquidation, la disposition ou l'hypothèque des avoirs du gouvernement de la Palestine, tels que les excédents du Trésor, les produits des émissions d'obligations du gouvernement, les terres domaniales ainsi que tous autres avoirs.

F. Admission comme Membre des Nations Unies

(Amendement proposé par les États-Unis pour remplacer le texte de l'UNSCOP).

Lorsque l'indépendance de l'État arabe ou de l'État juif, telle qu'elle est prévue dans le présent plan, sera devenue effective et que la déclaration et l'engagement prévus dans le présent plan auront été signés par l'un ou l'autre de ces États, il conviendra d'examiner avec bienveillance sa demande d'admission comme Membre des Nations Unies conformément à l'Article 4 de la Charte des Nations Unies.

DEUXIEME PARTIE. FRONTIERES

L'ETAT ARABE

La région de l'Etat arabe comprise dans la Galilée occidentale est limitée, à l'ouest, par la Méditerranée et, au nord, par la frontière du Liban, de Ras en Naqura ⁽¹⁾ jusqu'à un point au nord de Saliha. De là, la frontière se dirige vers le sud, englobant dans l'Etat arabe la région bâtie de Saliha, et rejoint le point le plus méridional de ce village. Elle suit ensuite la ligne formée par la limite ouest des villages d'Alma, Rihaniya, et Teitaba; elle emprunte ensuite la limite nord du village de Meirun et rejoint la limite des sous-districts d'Acre et de Safad. Elle suit cette ligne jusqu'à un point à l'ouest du village d'El Samm'i et se confond à nouveau avec elle au point situé le plus au nord de Farradiya. Elle suit, ensuite, la ligne marquant la limite des sous-districts jusqu'à la route Acre-Safad. De là, elle suit la limite occidentale du village de Kafr I'nan jusqu'à ce qu'elle rencontre la limite des sous-districts de Tibériade et d'Acre; elle passe alors à l'ouest de l'intersection des routes Acre-Safad et Lubiya-Kafr I'nan. A partir de l'angle sud-ouest du village de Kafr I'nan, la frontière suit la limite

(1) La carte à laquelle le texte se réfère étant l'oeuvre des services géographiques britanniques, nous respectons l'orthographe anglaise des noms de lieu.

Note : On trouvera à l'annexe I le tracé des frontières décrites dans la deuxième partie.

On a employé la carte de Palestine au 250 000^e publiée en 1946 par le Survey of Palestine pour le tracé et la description de cette frontière.

ouest du sous-district de Tibériade jusqu'à un point voisin de la ligne formée par les limites des territoires des villages de Maghar et d'Eilabun; ensuite, elle fait saillie vers l'ouest et englobe, à l'est de la plaine de Battuf, le territoire nécessaire au réservoir envisagé par l'Agence juive pour l'irrigation des terres du sud et de l'est.

La frontière rejoint la limite du sous-district de Tibériade en un point de la route Nazareth-Tibériade au sud-est de la région bâtie de Tur'an; de là, elle se dirige vers le sud, suivant d'abord la limite du sous-district, puis passant entre l'école d'agriculture de Kadoorie et le Mt Thabor jusqu'à un point exactement au sud du pied du Mt Thabor. De là, elle se dirige franchement à l'ouest, parallèlement à la ligne horizontale 230 du quadrillage, jusqu'à l'angle nord-est du territoire du village de Tel Adashin. Elle se dirige ensuite jusqu'à l'angle nord-ouest de ce territoire, puis tourne au sud et à l'ouest pour englober dans l'Etat arabe les sources du village de Yafa qui alimentent Nazareth. En atteignant Ginneiger, elle suit les limites est, nord et ouest du territoire de ce village jusqu'à leur angle sud-ouest; elle se dirige ensuite, en ligne droite, jusqu'à un point de la voie ferrée Haïfa-Afula sur la limite des territoires des villages de Sarid et El-Mujeidil. C'est le point d'intersection.

La frontière sud-ouest de la partie de l'Etat arabe comprise dans la Galilée emprunte une ligne qui, partant de ce point, se dirige vers le nord, en suivant les limites est de Sarid et de Gevat jusqu'à l'angle nord-est de Nahalal. De là, elle traverse le territoire de Kefer ha Horesh jusqu'à un point central situé sur la limite sud du village de Illat, puis se dirige vers l'ouest en suivant la limite du village jusqu'à la limite est de Beit Lahm. Elle s'infléchit ensuite vers le nord et le nord-est, en suivant la limite ouest de Beit Lahm jusqu'à l'angle nord est de Waldheim, d'où elle se dirige vers le

nord-ouest en coupant le territoire du village de Shafa'Amr jusqu'à l'angle sud-ouest de Ramat Yohanan. De ce point, elle oblique franchement en direction du nord-ouest jusqu'à un point situé sur la route Shafa'Amr-Haïfa, à l'ouest de l'intersection de cette route avec la route de I'Billin. De là, elle se dirige vers le nord-est, jusqu'à un point situé sur la limite sud de I'Billin à l'ouest de la route de I'Billin-Birwa. La frontière suit alors cette limite jusqu'à son point le plus occidental et, tournant vers le nord, coupe le territoire du village de Tamra, jusqu'à l'angle le plus au nord-ouest de ce territoire et suit la limite ouest de Julis jusqu'à sa rencontre avec la route Acre-Safad. Elle se prolonge ensuite vers l'ouest en suivant le bord sud de la route Safad-Acre jusqu'à la limite des districts de Galilée et de Haïfa qu'elle emprunte ensuite jusqu'à la mer.

La frontière de la région accidentée de Samarie et de Judée part du Jourdain au confluent de l'oued Malik, au sud-ouest de Beïssan et prend franchement la direction ouest jusqu'à atteindre la route Beïssan-Jéricho, puis emprunte le bord ouest de cette route en direction du nord-ouest jusqu'au point d'intersection des limites des sous-districts de Beïssan, Naplouse et Jenin. Partant de ce point, elle suit la limite des sous-districts de Naplouse et de Jenin en direction de l'ouest, sur une distance de 3 km environ, puis tourne en direction du nord-ouest, en contournant à l'est la zone bâtie des villages de Jalbun et de Faggu'a, jusqu'à la limite des sous-districts de Jenin et de Beïssan, en un point situé au nord-est de Nuris. De là, elle se dirige tout d'abord en direction nord-ouest jusqu'à un point situé franchement au nord de la région bâtie de Zir'in, puis, va dans la direction de l'ouest jusqu'à la voie ferrée Afula-Jenin et, de là, s'élançe vers le nord-ouest en suivant la limite

du district jusqu'à sa rencontre avec la voie ferrée du Hedjaz. A partir de là, la frontière se dirige en direction du sud-ouest, englobant dans l'Etat arabe la zone bâtie et une partie du territoire du village de Kh.Lid et traverse la route Haïfa-Jenin en un point de la limite du district situé entre Haïfa et Samarie, à l'ouest d'El Mansi. Elle suit cette limite jusqu'à l'extrême sud du village d'El Buteimat. De là, elle suit les limites nord et est du village d'Ar'ara, rejoint la limite des districts de Haïfa et de Samarie à l'oued 'Ara et se dirige ensuite en direction sud-sud-ouest, et, presque en ligne droite, rejoint la limite ouest de Qaqun en un point situé à l'est de la voie ferrée, sur la limite est du village de Qaqun. De là elle suit le côté est de la voie ferrée sur une certaine distance jusqu'à un point situé exactement à l'est de la gare de Tulkarm. Ensuite la frontière emprunte une ligne à mi-distance du chemin de fer et de la route Tulkarm-Qalqiliya-Jaljuliya-Ras el Ein, jusqu'à un point situé à l'est de la gare de Ras et Ein ; de là, elle suit le bord est de la voie ferrée sur une certaine distance jusqu'au point de la voie situé au sud de l'intersection des lignes Haïfa-Lidda et Beit-Nabala ; puis elle suit la bordure sud de l'aéroport de Lidda jusqu'à son angle sud-ouest ; de là, elle va en direction du sud-ouest jusqu'à un point situé exactement à l'ouest de la zone bâtie de Sarafand el'Amar. Elle tourne ensuite vers le sud, en passant exactement à l'ouest de la zone bâtie d'Abu el Fadil et va jusqu'à l'angle nord-est du territoire de Beer Ya'Aqov. (La frontière devra être établie de manière à permettre d'accéder directement à l'aéroport en venant de l'Etat arabe). Ensuite, la frontière longe les limites ouest et sud du village de Ramle jusqu'à l'angle nord-est du village de El Na'ana. Puis elle s'enfonce en ligne droite jusqu'au point le plus méridional d'El Barriya, en suivant la limite est de ce village et la limite sud du village de 'Innaba.

Elle s'incline ensuite vers le nord pour suivre le côté sud de la route de Jaffa à Jérusalem jusqu'à El Qubab d'où elle suit la route se dirigeant vers les limites du territoire d'Abu Shusha. Elle emprunte les limites orientales d'Abu Shusha, Seidun, Hulda jusqu'à l'extrémité sud de Hulda, d'où elle s'incline vers l'ouest selon une ligne droite jusqu'à l'angle nord-est d'Umm Kalkha, pour suivre ensuite les limites septentrionales d'Umm Kalkha, de Qazaza et les limites septentrionales et occidentales du Mukhezin jusqu'aux limites du district de Gaza; elle traverse ensuite le territoire des villages d'El Misimiya, El Kabira et Yasur jusqu'au point d'intersection méridional qui se trouve à mi-chemin entre les agglomérations de Yasur et Batani Sharqi.

Du point d'intersection méridional, la frontière se dirige d'une part vers le nord-ouest entre les villages de Gan Yavne et Barqa, pour atteindre la mer à un point situé à mi-chemin entre Nabi Yunis et Minat el Qila, et d'autre part vers le sud-est jusqu'à un point situé à l'ouest de Qastina, s'inclinant ensuite vers le sud-ouest pour passer à l'est des agglomérations d'Es Sawafir Esh Sharqiya et Ibdis. De l'angle sud-est du village d'Ibdis, elle se dirige vers un point situé au sud-ouest de l'agglomération de Beit 'Affa, traversant la route qui va d'Hebron à El Majdal juste à l'ouest de l'agglomération d'Iraq Suweidan. Elle suit ensuite vers le sud les limites ouest du territoire du village d'El Faluja jusqu'aux limites du sous-district de Bersabée et d'Hebron à un point situé à l'angle sud-ouest du territoire du village de Dura. De là, elle se dirige vers le sud-est jusqu'au point où la limite entre les sous-districts d'Hebron et de Bersabée traverse la route d'Hebron à Bersabée. Elle emprunte ensuite vers l'est la ligne de séparation entre Hebron et Bersabée jusqu'à un point situé au nord de Ras Ez Zuweira, et ne s'en écarte que pour traverser la base du saillant situé entre les lignes verticales 150 et 160 du quadrillage.

A environ cinq kilomètres au nord-est de Ras Ez Zuweira, elle

s'incline vers le nord pour séparer de l'Etat arabe une bande de territoire située le long de la côte de la Mer Morte, dont la profondeur ne dépasse pas 7 kilomètres; elle arrive ainsi à En Geddi, d'où elle s'incline directement vers l'est pour suivre la frontière de Transjordanie dans la Mer Morte.

La limite nord de la partie arabe de la plaine côtière, partant d'un point situé entre Minat el Qila et Nabi Yunis, passe entre les agglomérations de Gan Yavne et Barqi pour atteindre le point d'intersection. De là, elle s'incline vers le sud-ouest pour traverser le territoire de Batani Sharqi, emprunte la limite orientale du territoire de Beit Daras, traverse le territoire de Julis, laissant à l'ouest les agglomérations de Batani Sharqi et Julis jusqu'à l'angle nord-ouest du territoire de Bait Tima. De là elle passe par l'est d'El Jiya et traverse le territoire d'El Barbara en suivant les limites orientales des villages de Beit Jirja, Deir Suneid et Dimra. De l'angle sud-est de Dimra, la frontière traverse le territoire de Beit Hanun, laissant à l'est les propriétés juives de Nir-Am. De l'angle sud-est de Beit Hanun, la ligne se dirige vers le sud-ouest et atteint un point se trouvant au sud de la ligne horizontale 100 du quadrillage, prend ensuite la direction nord-ouest pendant deux kilomètres, reprend la direction sud-ouest et atteint l'angle nord-ouest du territoire de Kirbet Ikhza'a en suivant une ligne presque rectiligne. De là, elle suit la limite du sous-district de Gaza jusqu'à l'extrême sud du village d'Abasan, d'où elle atteint la frontière de l'Egypte en suivant un tracé rectiligne parallèle à la côte.

La zone de l'enclave arabe de Jaffa comprend la partie de la zone urbaine de Jaffa se trouvant à l'ouest des quartiers juifs situés au sud de Tel Aviv, à l'ouest du prolongement de la Rue Herzl jusqu'à son croisement avec la route de Jaffa à Jérusalem, au sud-ouest de la section de la route de Jaffa-Jérusalem se trouvant au sud-est de ce croisement, à l'ouest des terres de Miqve Yisrael, au nord-ouest de la

municipalité de Holon, au nord de la ligne reliant l'angle nord-ouest de Holon à l'angle nord-est de la municipalité de Bat Yam et au nord de la zone de la municipalité de Bat Yam.

La Commission des frontières règlera la question du quartier de Karton en tenant compte notamment du fait qu'il est souhaitable que l'Etat juif comprenne le plus petit nombre possible d'Arabes et le plus grand nombre possible de Juifs.

L'ETAT JUIF

La partie nord-est de l'Etat juif (Galilée orientale) est bornée au nord et à l'ouest par la frontière du Liban, et à l'est par la frontière de la Syrie et de la Transjordanie. Ce territoire comprend tout le bassin de Huleh, le lac de Tibériade, tout le sous-district du Beisan, la frontière se prolongeant jusqu'à la crête des monts Gilboa et à l'oued Malik. A partir de là, l'Etat juif s'étend vers le nord-ouest, borné par la frontière qui a été indiquée pour l'Etat arabe.

La partie juive de la plaine côtière s'étend à partir d'un point situé entre Minat el Qila et Nabi Yunis, dans le sous-district de Gaza ; elle comprend les villes de Haïfa et Tel Aviv, Jaffa constituant une enclave de l'Etat arabe. La frontière orientale de l'Etat juif coïncide avec celle qui a été indiquée à propos de l'Etat arabe.

La région de Bersabée comprend tout le sous-district de Bersabée, à l'exclusion de trois saillants situés le long de la frontière du sous-district d'Hébron-Bersabée, indiquée à propos de l'Etat arabe, mais elle comprend le Negeb et en outre la partie orientale du sous-district de Gaza. Elle comprend aussi une bande de territoire qui s'étend le long de la mer Morte, de la frontière du sous-district d'Hébron-Bersabée à En Geddi, comme il a été indiqué à propos de l'Etat arabe.

LA VILLE DE JERUSALEM

La Ville de Jérusalem a pour frontières celles qui ont été indiquées dans les recommandations sur la Ville de Jérusalem.

IIIème PARTIE - VILLE DE JERUSALEM

- A. La ville de Jérusalem sera constituée en corpus separatum sous un régime international spécial et sera administrée par les Nations Unies. Le Conseil de tutelle sera désigné pour assumer les fonctions d'autorité chargée de l'administration au nom des Nations Unies.
- B. La Ville de Jérusalem comprendra l'actuelle municipalité de Jérusalem plus les localités environnantes, dont la plus orientale devra être Abu Dis, la plus méridionale, Bethléem, la plus occidentale, Ein Karim (y compris l'agglomération de Motsa) et la plus septentrionale, Shu'fat, comme le montre la carte schématique ci-jointe (annexe 2).
- C. Le Conseil de tutelle devra, dans les 5 mois à dater de l'approbation du présent plan, élaborer et approuver un statut détaillé de la Ville, qui devra comprendre notamment l'essentiel des dispositions suivantes :
1. Mécanisme gouvernemental; ses fins particulières.
- L'autorité administrante devra, dans l'accomplissement de ses obligations administratives, poursuivre les fins particulières ci-après :

a) Protéger et préserver les intérêts spirituels et religieux sans pareils qu'abrite la ville sainte des trois grandes croyances monothéistes répandues dans le monde entier, christianisme, judaïsme et islamisme; à cette fin, faire en sorte que l'ordre et la paix, la paix religieuse surtout, règnent à Jérusalem.

b) Stimuler l'esprit de coopération entre tous les habitants de la ville, aussi bien dans leur propre intérêt que pour contribuer moralement et matériellement dans toute la Terre sainte à l'évolution pacifique des relations entre les deux peuples palestiniens; assurer la sécurité et le bien-être et encourager toute mesure constructive propre à améliorer la vie des habitants, eu égard à la situation et aux coutumes particulières des différents peuples et groupes.

2. Gouverneur et personnel administratif.

Le Conseil de tutelle procédera à la nomination d'un gouverneur de Jérusalem, qui sera responsable devant lui. Ce choix se fondera sur la compétence spéciale des candidats, quelle que soit leur nationalité. Toute fois, nul citoyen de l'un ou de l'autre Etat palestinien ne pourra être nommé gouverneur.

Le gouverneur sera le représentant de l'Organisation des Nations Unies dans la Ville de Jérusalem, et exercera en son nom la totalité du pouvoir politique, y compris la conduite des affaires étrangères. Il sera assisté par un personnel administratif dont les membres seront considérés comme des fonctionnaires internationaux au sens de l'Article 100 de la Charte, et seront choisis dans la mesure du possible parmi les habitants de la ville, sans distinction de race. Pour l'Organisation de l'administration de la ville, le gouverneur soumettra un plan détaillé au Conseil de tutelle par qui il sera dûment approuvé.

3. Autonomie locale

a) Les subdivisions locales autonomes qui composent actuellement le territoire de la ville (villages, communes et municipalités) disposeront à l'échelon local de pouvoirs étendus de gouvernement et d'administration.

b) Le gouverneur étudiera et soumettra à l'examen et à la décision du Conseil de tutelle un plan de création de secteurs municipaux spéciaux comprenant respectivement le quartier juif et le quartier arabe de la nouvelle ville de Jérusalem. Les nouveaux arrondissements continueront à faire partie de la municipalité actuelle de Jérusalem.

4. Mesures de sécurité

a) La ville de Jérusalem sera démilitarisée, sa neutralité proclamée et protégée et aucune formation paramilitaire, aucun exercice ni aucune activité paramilitaire ne seront autorisés dans ses limites.

b) Au cas où un ou plusieurs groupes de la population réussiraient, par leur ingérence ou leur manque de coopération, à entraver ou paralyser gravement l'administration de la Ville de Jérusalem, le gouverneur sera autorisé à prendre les mesures nécessaires pour rétablir un fonctionnement efficace de l'administration.

c) Pour faire respecter la loi et l'ordre dans la ville, et veiller en particulier à la protection des Lieux saints et des édifices et emplacements religieux, le gouverneur organisera un corps spécial de police, disposant de forces suffisantes, dont les membres seront recrutés en dehors de la Palestine. Le gouverneur aura le droit d'ordonner l'ouverture de crédits nécessaires à l'entretien de ce corps.

5. Organisation législative

Un conseil législatif élu au suffrage universel et au scrutin secret, selon une représentation proportionnelle, par les habitants adultes de la Ville, sans distinction de nationalité, disposera des pouvoirs législatifs et fiscaux. Toutefois, aucune mesure législative ne devra être en opposition ou en contradiction avec les dispositions qui seront prévues dans le statut de la Ville et aucune loi, aucun règlement ni aucune action officielle ne prévaudront contre ces dispositions. Le statut donnera au gouverneur le droit de veto sur les projets de lois incompatibles avec les dispositions en question. Il lui confèrera également le pouvoir de promulguer des ordonnances provisoires, dans le cas où le Conseil manquerait d'adopter en temps utile un projet de loi considéré comme essentiel au fonctionnement normal de l'administration.

6. Administration de la justice

Le statut devra prévoir la création d'organes judiciaires indépendants et notamment d'une cour d'appel, dont tous les habitants de la Ville seront justiciables.

7. Union économique et régime économique

La Ville de Jérusalem sera incluse dans l'union économique palestinienne et elle sera liée par toutes les dispositions de l'Engagement et de tout traité qui en procédera, ainsi que par toutes les décisions du Conseil économique mixte. Le siège du Conseil économique sera établi dans le territoire de la Ville.

Le statut devra prévoir les règlements nécessaires pour les questions économiques non soumises au régime de l'union économique sur la base non discriminatoire d'un traitement égal pour tous les Etats Membres des Nations Unies et leurs ressortissants.

8. Liberté de passage et de séjour : contrôle des résidents.

Sous réserve de considérations de sécurité, et compte tenu des nécessités économiques telles que le gouverneur les déterminera conformément aux instructions du Conseil de tutelle la liberté de pénétrer et de résider dans les limites de la Ville sera garantie aux résidents ou citoyens de l'Etat arabe et de l'Etat juif. L'immigration et la résidence à l'intérieur des limites de la Ville, pour les ressortissants des autres Etats, seront soumises à l'autorité du gouverneur agissant conformément aux instructions du Conseil de tutelle.

9. Relations avec l'Etat arabe et l'Etat juif.

Des représentants de l'Etat arabe et de l'Etat juif seront accrédités auprès du gouverneur de la Ville et chargés de la protection des intérêts de leurs Etats et de ceux de leurs ressortissants auprès de l'administration internationale de la Ville.

10. Langues officielles.

L'arabe et l'hébreu seront les langues officielles de la Ville. Cette disposition n'empêchera pas l'adoption d'une ou plusieurs langues de travail supplémentaires, selon les besoins.

11. Citoyenneté.

Tous les résidents deviendront ipso facto citoyens de la Ville de Jérusalem, à moins qu'ils n'optent pour l'Etat dont ils étaient citoyens, ou que, Arabes ou Juifs, ils n'aient officiellement fait connaître leur intention de devenir citoyens de l'Etat arabe ou de l'Etat juif, conformément au paragraphe 9 de la section B de la Ière partie du présent plan.

Le Conseil de tutelle prendra des arrangements pour assurer la protection consulaire des citoyens de la Ville à l'extérieur de son territoire.

12. Libertés des citoyens.

(1) Seront garantis aux habitants de la Ville, sous réserve des seules exigences de l'ordre public et de la morale, les droits de l'homme et les libertés fondamentales, liberté de conscience, de religion et de culte, libre choix de la langue, du mode d'instruction, liberté de parole et liberté de la presse, liberté de réunion, d'association et de pétition.

(2) On ne fera entre les habitants aucune espèce de distinction fondées sur la race, la religion, la langue ou le sexe.

(3) Toutes les personnes résidant à l'intérieur de la Ville auront un droit égal à la protection des lois.

(4) Le droit familial et le statut personnel des différents individus et des diverses communautés, ainsi que leurs intérêts religieux, y compris les fondations, seront respectés.

Article 10

(5) Sous réserve des nécessités du maintien de l'ordre public et de la bonne administration, on ne prendra aucune mesure qui mettrait obstacle à l'activité des institutions religieuses ou charitables de toutes confessions ou qui constituerait une intervention dans cette activité, et on ne pourra faire aucune distinction entre les représentants ou les membres de ces institutions du fait de leur religion ou de leur nationalité.

(6) La Ville assurera une instruction primaire et secondaire convenable à la communauté arabe et à la communauté juive, dans leur langue et conformément à leurs traditions culturelles.

Il ne sera porté aucune atteinte aux droits des communautés de conserver leurs propres écoles pour l'instruction de leurs membres dans leur langue nationale, à condition que ces communautés se conforment aux prescriptions générales sur l'instruction publique que pourrait édicter la Ville.

(7) On ne fera obstacle d'aucune manière que ce soit à l'emploi par tout habitant de la Ville de n'importe quelle langue, dans ses relations privées, dans le commerce, la religion, la presse, les publications de toute nature et les réunions publiques.

13. Lieux saints

- 1) Il ne sera porté aucune atteinte aux droits actuels concernant les Lieux saints, les édifices et les sites religieux.
- 2) Le libre accès des Lieux saints, édifices ou sites religieux et le libre exercice du culte seront garantis conformément aux droits actuels, compte tenu du maintien de l'ordre et de la bienséance publics.
- 3) Les Lieux saints et les édifices ou sites religieux seront préservés. Toute action de nature à compromettre, de quelque façon que ce soit, leur caractère sacré, sera interdite. Si le gouverneur estime qu'il est urgent de réparer un Lieu saint, un édifice ou un site religieux quelconque, il pourra inviter la communauté ou les communautés intéressées à procéder aux réparations. Il pourra procéder lui-même à ces réparations aux frais de la communauté ou des communautés intéressées, s'il n'est donné aucune suite à sa demande dans un délai normal.
- 4) Aucun impôt ne sera perçu sur les Lieux saints, édifices ou sites religieux exemptés d'impôts lors de la création de la Ville.

14. Pouvoirs spéciaux du gouverneur en ce qui concerne les Lieux saints, les édifices ou sites religieux dans la Ville et dans toute région de la Palestine.

- 1) Le gouverneur se préoccupera tout particulièrement de la protection des Lieux saints, des édifices et des sites religieux qui se trouvent dans la Ville de Jérusalem.
- 2) En ce qui concerne de pareils lieux, édifices ou sites de Palestine à l'extérieur de la Ville, le gouverneur veillera, en raison des pouvoirs que lui aura conféré la Constitution de l'un et l'autre Etats, à l'application et au respect des dispositions de la Constitution de l'Etat arabe et de l'Etat juif de Palestine relatives à ces lieux, et des droits religieux y afférents.
- 3) Le gouverneur a également le pouvoir de statuer, en se fondant sur les droits reconnus, sur les différends qui pourront s'élever entre les diverses communautés religieuses ou les divers rites d'une même communauté religieuse à l'égard des Lieux saints, des édifices et des

sites religieux dans toute la région de la Palestine.

Dans ces fonctions, le gouverneur pourra se faire aider d'un conseil consultatif composé de représentants de différentes confessions siégeant à titre consultatif.

D. Durée du régime spécial.

Le statut élaboré par le Conseil de tutelle, d'après les principes énoncés plus haut, entrera en vigueur le 1er octobre 1948 au plus tard. Il sera tout d'abord en vigueur pendant une période de dix ans, à moins que le Conseil de tutelle n'estime devoir procéder plus tôt à un nouvel examen de ces dispositions. A l'expiration de cette période, l'ensemble du statut devra faire l'objet d'une révision de la part du Conseil de tutelle, à la lumière de l'expérience acquise au cours de cette première période de fonctionnement. Les personnes ayant leur résidence dans la Ville auront alors toute liberté de faire connaître par voie de référendum si elles désirent voir maintenir ou modifier le régime de la Ville. Il sera dûment tenu compte des vœux qui auraient été exprimés à une majorité des deux tiers.

QUATRIEME PARTIE - CAPITULATIONS

Les Etats dont les ressortissants ont, dans le passé, bénéficié en Palestine des privilèges et immunités réservés aux étrangers, y compris les avantages de la juridiction et de la protection consulaires, qui leur étaient conférés sous l'Empire ottoman en vertu des capitulations ou de la coutume, sont invités à renoncer à tous leurs droits au rétablissement desdits privilèges et immunités dans l'Etat arabe et dans l'Etat juif dont la création est envisagée, ainsi que dans le Ville de Jérusalem.